Le Négociant Canadien

MONTREAL, JEUDI, 2 JANVIER 1873.

Délégués à la Chambre de Commerce de la Puissance.

Délégués de St. Hyacinthe : MM. Maynard et

Délégué des Trois-Rivières : M. W. MacDougall, M. P.

Délégués de Toronto : MM. R. W. Wilkes, M. P., H. Howland, J. Morisson et T. Lec.

Nos correspondants.

Nous attirons l'attention sur les diverses correspondances que nous publions dans le présent numéro. Rien ne prouve mieux l'intérêt que le commerce prend aux questions agitées dans le public et l'importance que l'on attache à la prochaine réunion de la Chambre de Commerce de la Puissance.

Elargissement du Canal Welland.

Le Département des travaux Publics demande des soumissions pour des travaux considérables pour élargir le Canal Welland et l'adapter à la navigation des propulseurs d'un plus fort tonnage que ceux qui y passent maintenant. Les plans sont prêts et exposés au département. Ils ont été préparés avec un soin extrême par M. Page, l'ingénieur en chef des Travaux Publics du Canada.

Il paraît cependant que tout le monde n'en est point satisfait et que l'on a essayé de créer de l'agitation en faveur d'un projet différent. Nous ne connaissons point le détail de cette affaire; mais nous voyons par les journaux d'Ontario qu'une nombreuse assemblée publique a eu lieu à Thorold et que les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

1o. Que dans l'opinion de cette assemblée, la ligne marquée par les ingénieurs du gouvernement pour l'élargissement du Canal Welland, est entièrement satisfaisante pour le peuple de cette localité, tant sous le rapport des facilités plus grandes qui seront offertes à la navigation, qu'à la grande augmentation des pouvoirs d'eau qui seront disponibles pour le développement des manufactures.

2o. Que l'élargissement du canal Welland est d'une importance vitale pour le pays, et qu'il est désirable qu'aucun système absurde ne retarde l'exécution immédiate des travaux.

3o. Que cette assemblée désapprouve la requête préparée par M. Grenville et signée par les capitaines des navires, en tant qu'ils ne connaissent rien du projet de canal de M. Grenville, et maintenant plusieurs d'entre eux sont prêts à signer une contre-requête approuvant la route recom-

mandée par les ingénieurs du gouvernement.

Pour notre part, croyant que tout a été fait avec nombre, poids et mesure, nous serions fâché de voir jeter des embarras sur la voie d'une entreprise publique d'une si haute importance et d'une si indispensable nécessité.

La question industrielle.

Monsieur le Rédacteur,

En lisant les journaux du Haut-Canada, je vois qu'il y a une assez grande divergence d'opinion sur la question industrielle. Hamilton demande clairement la protection pour nos manufactures, Toronto se prononce pour le libre échange. Est-ce que Montréal n'a pas un mot à dire sur cette question? Messieurs les industriels, n'avez-vous pas d'intérêts à protéger?

UN INDUSTRIEL.

Montréal, 28 déc. 1872.

Les Chambres de Commerce.

Monsieur le Rédacteur,

Votre publication du Programme officiel de la Chambre de Commerce de la Puissance m'a suggéré quelques idées que je désirerais exprimer dans les colonnes de votre estimable journal si vous vouliez bien m'y accorder un petit espace.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt l'établissement des Chambres de Commerce dans la Province de Québec, et dans l'établissement de ces Chambres j'ai cru voir poindre une nouvelle ère pour le commerce canadien, l'industrie et le progrès général de cette province. Je pensais et je pense encore que c'est le levier avec lequel on renversera les préjugés qu'on avait entretenus sur notre position commerciale, relativement aux autres nationalités avec lesquelles nous sommes appelés à vivre, et qu'elles seraient le stimulant qui ferait sortir nos négociants de l'apathie où trop longtemps ils ont paru plongés. Et en effet, à peine fondées les Chambres de Commerce de Sorel et de St. Jean obtenaient pour leurs localités des avantages propres à induire à la formation de chambres identiques dans d'autres places également importantes. C'est ce qui est arrivé et peu de temps après la formation des Chambres de St. Jean, Sorel et St. Hyacinthe, on voyait d'autres localités importantes s'occuper de former de semblables associations et on voyait dans notre province Trois-Rivières, Lévis et Kamouraska venir grossir le nombre des Chambres déjà formées.

Qu'est-il arrivé de ce mouvement dans la bonne direction du Commerce de la Province de Québec? Il est arrivé que nos confrères d'Ontario voyant le bien qui pouvait résulter de l'organisation des Chambres de Commerce se sont immédiatement mis à l'œuvre avec la détermination de ne pas se laisser passer dans la voie du progrès par leurs confrères de la Province de Québec. Ceci m'amène à con-

sidérer notre position actuelle et à regarder si dans la course qui a eu lieu depuis deux ans, nous n'avons pas été dépassés par nos confrères d'Ontario.

Dans le programme qui vient de paraître que voyons nous à part de deux questions remises de l'année dernière et proposées par les chambres de St. Hyacinthe et St. Jean? Pas une seule question à part celles proposées par les chambres de Commerce de Québec et Montréal qui comme doyens du commerce canadien doivent prendre l'initiative de certaines questions d'intérêt général.

Que voyons nous du côté des Chambres d'Ontario? Nous les avons vues sérieusement à l'œuvre depuis quelque temps. A part des grandes questions d'intérêt général, elles ont discuté les questions d'intérêt, qui, tout en étant plus particulièrement locales, affectaient le commerce du pays généralement. Par exemple, la Chambre de Petrolia discutait l'opportunité de l'abolition du droit d'exécise sur le Pétrole; Hamilton en faisant connaître son opinion sur la loi de faillite, exprimait aussi son opinion sur le tarif qui conviendrait le mieux à l'industrie du Canada, London a exprimé son opinion sur les questions de faillite et de la révision du tarif de même que Kingston.

Qu'avons nous vu dans la Province de Québec ou plutôt que voyons-nous? A part de ce qui a eu lieu à Montréal et Québec, abstention presque complète des chambres de Commerce à faire connaître leurs opinions sur les questions les plus importantes, et à l'heure qu'il est, Monsieur le Rédacteur, on m'informe que les chambres des campagnes de la Province de Québec n'ont pas même appointé leurs délégués. Est-ce ainsi, Monsieur, que nous deviendrons quelque chose? Comment pouvons nous espérer faire prévaloir nos opinions si nous nous abstenons toujours de prendre part aux débats qui doivent former l'opinion publique. Notre province n'a-t-elle rien à réclamer? Est-elle satisfaite de sa position commerciale et industrielle actuelle? N'a-t-elle pas un mot à dire sur l'émigration qui dépeuple ses campagnes? N'a-t-elle rien à réclamer pour l'industrie? N'a-t-elle pas des abus à corriger dans le commerce? N'y a-t-il pas des améliorations urgentes à solliciter auprès du gouvernement par l'entremise de la Chambre de la Puissance? Et puis, Monsieur le Rédacteur, nos représentants ne seront-ils pas noyés par la représentation d'Ontario? Alors comment voulez-vous que nous ayons notre quote part d'améliorations si nous nous abstenons de paraître dans ces réunions dont les recommandations devront être pesées par nos gouvernements.

Tâchez donc, monsieur, de dire un mot pour faire sortir nos compatriotes de leur apathie. Faites donc que notre représentation à Ottawa soit nombreuse et influente, Montrons donc à la province supérieure que nous ne lui sommes aucunement inférieurs et que nous entendons compter pour quelque chose dans les conseils commerciaux du pays.

La question de réciprocité avec les Etats-Unis va venir sur le tapis. Cette